



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 40 / Juillet 2016



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



RDC : Les indicateurs du cadre macroéconomique revus à la baisse

Au cours du 1er trimestre 2016, la croissance économique en RDC a poursuivi sa décélération et le fléchissement des activités dans le secteur extractif continue à impacter négativement la croissance congolaise. Le FMI a récemment révisé à la baisse de 7,3% à 4,9% sa prévision de croissance pour 2016. L'impact le plus fort est en termes budgétaires et fiscaux. Le gouvernement a soumis un budget 2016 rectifié, en réduction de 22% et en équilibre, passant de \$9 milliards à \$7 milliards, ce qui implique une réduction de 30% des moyens de fonctionnement des administrations. Mais le budget exécuté en 2016 sera déficitaire et s'établira vraisemblablement entre \$3 et \$3,6 milliards. Cette dégradation de la situation pèse évidemment sur le climat politique. Malgré la forte diminution des recettes fiscales, le gouvernement entend résister à la tentation de recourir au financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale du Congo (BCC) et poursuit une politique budgétaire et monétaire prudente. Le non-paiement de la dette intérieure (TVA, impôt sur les bénéfices des entreprises, factures) est utilisé comme un élément stabilisateur du cadre macro-économique mais n'améliore pas le climat des affaires. (Source: Note économique DUE. Photo: newint.org)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- Agro-Food Innovation Tours
- Brexit : Des conséquences économiques pour les Pays-Bas ?
- Air France-KLM a « aucun plan » pour transférer des vols vers Paris
- Partners for Water lance un nouvel appel d'offres
- Nestlé investit plusieurs millions aux Pays-Bas

Actualités en RDC

PAGE 3

- La hausse du tarif des données internet mobile fait polémique
- La dépréciation du franc congolais de plus en plus inquiétante
- Affaire Biac : La justice lève le gel des avoirs de la famille Blattner
- La RDC toujours hostile à la vente du mégaprojet minier TFM
- La centrale hydroélectrique de Busanga accélérera le secteur minier
- Kinshasa, 2ème ville la plus chère en Afrique et 6ème au monde
- Foire économique du Kivu: Les participants déplorent « la forte fiscalité »

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- Plus que 50 km de fibre optique à déployer pour lier Congo et Gabon
- Chute du pétrole : Le Congo veut réduire ses dépenses budgétaires
- OHADA: Des nouvelles matières innovantes adoptées à Brazzaville
- Une société suisse s'engage dans la production de biocarburants
- La BDEAC injecte 20 milliards de FCFA pour développer ECAir

PAGE 5

Post Scriptum

- Avis de marché de fournitures
- Informations Pratiques & Contact

Agro-Food Innovation Tours



L'organisation Food Valley NL organise à partir du 12 octobre prochain le « Agro-Food Innovation Tours ». Il s'agit d'un programme de visites organisé aux Pays-Bas pour les entreprises désireuses de commercer avec le secteur néerlandais de l'agro-alimentaire. Durant cet événement, les entrepreneurs de différents pays visiteront les entreprises et instituts de recherches néerlandais afin d'avoir une idée sur les récentes évolutions. Les thématiques qui y seront traitées concerneront : la bio-économie, la sécurité alimentaire, la santé, les produits laitiers et la gestion de l'eau.

L'Agro-Food Innovation Tours représente une excellente opportunité de positionner les Pays-Bas à l'Etranger dans le domaine de l'innovation du secteur agro-alimentaire. Le public visé concerne principalement les entreprises étrangères évoluant dans le secteur alimentaire et voulant faire des affaires avec le secteur privé néerlandais ou entrer en contact avec les instituts de recherches aux Pays-Bas. Pour plus d'information, prière de contacter M. Frank Aanstoot : +31 6 1175 30 86 ou frank.aanstoot@rvo.nl (Source: RVO news. Photo: foodvalleyexpo.com)

Partners for Water lance un nouvel appel d'offres



Dans le cadre du programme Partners for Water 2016-2021, l'Agence néerlandaise pour l'Entreprenariat RVO.nl compte lancer vers la mi-juillet un nouvel appel d'offres sous la forme de subventions. Cet appel à projets se clôturera le 31 août 2016. Le programme Partners for Water encourage l'utilisation de solutions innovantes typiquement néerlandaises. De cette manière, le programme va non seulement promouvoir les domaines liés à la sécurité et à l'eau mais aussi mettre en valeur le secteur néerlandais de l'eau.

Le programme de subventions couvre les domaines suivants : eau potable & assainissement ; gouvernance de l'eau, développement durable des voies navigables et des ports ; climat & sécurité ; alimentation & écosystèmes, eau & énergie. Le montant de la subvention varie entre 40 et 60% des coûts éligibles (en fonction du type d'organisation concerné). Pour plus d'informations, prière de contacter Hugo de Vries : +31 88 602 13 87 ou hugo.devries@rvo.nl (Source: RVO. Photo: partnersvoorwater.nl)

Brexit : Des conséquences économiques pour les Pays-Bas ?



La période à venir sera utilisée pour donner une forme à la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne. Au cours de ce processus, les Pays-Bas dresseront les conséquences du Brexit pour les entreprises néerlandaises en relation d'affaires avec le secteur privé britannique. Une étude récente a montré que la sortie du Royaume Uni affecterait négativement le commerce NL-UK.

L'objectif du Gouvernement néerlandais est de minimiser les impacts négatifs du Brexit et d'identifier les conditions pour faciliter le départ des entreprises néerlandaises du Royaume Uni. La Ministre néerlandaise au commerce extérieur et développement, Lilianne Ploumen, consultera bientôt les entreprises néerlandaises afin d'examiner ce qu'est la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne pourrait signifier dans la pratique et comment anticiper ensemble sur les conséquences économiques du Brexit. (Source: Rijksportaal. Photo: elle.nl)

Air France-KLM a « aucun plan » pour transférer des vols vers Paris

Il n'y a jamais eu de plan de transférer des vols KLM de l'aéroport Schiphol Amsterdam vers celui de Paris, a déclaré M. Alexandre de Juniac, PDG d'Air France-KLM. « Nous n'avons pas l'intention de prendre des mesures [pour stimuler] Air France au détriment de KLM. Jamais », a insisté M. de Juniac.

Récemment, de fortes rumeurs disaient que le groupe Air France-KLM voulait transférer certains vols afin de répondre aux plaintes de pilotes que la croissance de l'entreprise se concentrait uniquement sur la compagnie néerlandaise. Des sources au niveau de KLM disaient aussi que la direction était prête à céder sur cette question pour éviter une nouvelle grève des pilotes d'Air France.

C'est à la suite de cela que le ministre néerlandais des Finances, M. Jeroen Dijsselbloem, avait déclaré vouloir tenir des pourparlers d'urgence avec son homologue français pour discuter l'avenir d'Air-France-KLM. Le gouvernement néerlandais détient une participation de 5,9% des actions de KLM et l'État français 17,6% du groupe Air France-KLM. (Source: www.dutchnews.nl)

Nestlé investit plusieurs millions aux Pays-Bas



Le plus grand producteur d'aliments au monde, Nestlé, compte investir €80 millions à travers son usine de production d'aliments pour bébés à Nunspeet aux Pays-Bas. Cette décision de Nestlé souligne la relation à long-terme que cette compagnie entretient avec les Pays-Bas, où il est présent depuis 1869. Grâce à cet investissement, l'usine à Nunspeet fera l'objet d'une vaste extension, y compris une installation innovante pour la production de la nutrition infantile.

L'expansion à Nunspeet sera opérationnelle d'ici 2017. Des emplois supplémentaires seront créés durant la phase de construction de l'usine. Pour les employés de Nestlé, ce projet d'expansion et de modernisation représente un gage de sécurité pour le futur. Nestlé Nederland emploie actuellement environ 1000 personnes aux Pays-Bas, avec un chiffre d'affaires en 2015 d'environ €600 millions. (Source: www.investinholland.com. Photo: lowik.nl)

La hausse du tarif des données internet mobile fait polémique

Cette hausse allait de 35 % à 500 %, selon les opérateurs et les offres. Par la suite, le tarif de connexion internet a baissé mais il n'est pas encore revenu au prix initial. L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC) avait pourtant ordonné aux entreprises de télécommunications de revenir aux tarifs appliqués avant la hausse des dernières semaines. Avant cette hausse, 100 dollars américains donnaient droit à 50 Giga-octets de connexion internet.

Avec la hausse, ils ne donnaient plus droit qu'à 6 ou 5 Giga-octets. Depuis la décision de l'ARPTC, le prix diffère selon les opérateurs qui n'ont pas encore fait de déclaration officielle à ce sujet. L'association regroupant les journalistes congolais (UNPC) avait décrété, le 20 juin dernier, une journée sans presse pour protester contre la hausse des prix de connexion internet. (Source : Radio Okapi & RFI)

Affaire BIAC : La justice lève le gel des avoirs de la famille Blattner



Nouveau rebondissement dans « l'affaire BIAC », du nom de la troisième banque de RD Congo (la Banque internationale pour l'Afrique au Congo) : l'avocat général de la République a demandé aux banques congolaises de procéder au dégel des avoirs et comptes bancaires de dix sociétés apparentées au Groupe Blattner Elwyn, actionnaire majoritaire de la BIAC.

L'avocat général avait requis le gel des avoirs des entreprises Blattner mais également ceux de 13 autres entreprises ainsi que les comptes de sept personnes physiques. La réquisition de l'avocat général faisait elle-même suite à la plainte de la BCC contre les administrateurs et les dirigeants de la BIAC pour violation de la loi relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, adressée le 30 mai au procureur général par le gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo Mwana Nyembo. (Source : Jeune Afrique. Photo : jeuneafrique.com)

Kinshasa, 2ème ville la plus chère en Afrique et 6ème au monde

Sur le classement publié par le cabinet d'audit Mercer regroupant les villes les plus chères au monde, Kinshasa occupe la sixième place derrière Hong Kong, Luanda, Zurich, Singapour et Tokyo. La capitale congolaise progresse de 7 places par rapport au dernier classement. Kinshasa est désormais la deuxième ville la plus chère en Afrique. Trois villes africaines (Luanda, Kinshasa et N'Djamena) figurent parmi les 10 villes les plus chères au monde.

Le cabinet d'audit Mercer élabore chaque année une enquête sur la qualité de la vie dans le monde pour aider les multinationales à rémunérer équitablement les salariés expatriés. La 22ème édition de ce palmarès inclut cette année 209 villes issues de cinq continents et compare les coûts de plus de 200 éléments comme le logement, les transports, la nourriture, les vêtements, les articles ménagers ou de divertissement. (Source : Radio Okapi)

La dépréciation du franc congolais de plus en plus inquiétante



Actuellement un dollar américain s'échange contre 1000 francs congolais (CDF) à certains endroits de la ville de Kinshasa. Il y a six mois, le dollar s'échangeait contre 920 CDF. Le président des cambistes de Kinshasa, M. Donat Lengo, indique que la dépréciation du franc congolais aura des incidences sur les prix des biens et services sur le marché. Ce qui entraînera, selon lui, des conséquences sur le pouvoir d'achat de la population. Les agents et fonctionnaires de l'Etat ont commencé à exiger une augmentation de leurs salaires.

Le président du Comité politique monétaire et Gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), se dit confiant. Pour lui, l'autorité monétaire met tout en œuvre pour que le taux de change redevenue stable. La BCC prévoit notamment d'augmenter l'offre des devises sur le marché, de relever le niveau du coefficient de la réserve obligatoire et de vendre sur le marché des bonds BCC. Mais sur le terrain, les faits indiquent le contraire. (Sources : Médias divers. Photo : onewovision.com)

La RDC toujours hostile à la vente du mégaprojet minier TFM

Pour les autorités congolaises, il est hors de question que l'américain Freeport-McMoRan revende le projet cuprifère de Tenke Fungurume (TFM) à China Molybdenum. Martin Kabwelulu, le ministre congolais des mines, est furieux de n'avoir pas été averti des intentions du groupe basé en Arizona de vendre pour 2,65 milliards de dollars américain TFM.

Même réaction outrée du côté de la Gécamines. D'après Albert Yuma, son président, « on ne peut pas vendre TFM via une société des Bermudes sans que la Gécamines réévalue l'avenir du partenariat et la solidité technique et financière du projet dans cette nouvelle configuration ». En théorie, cette revente n'est pas impossible si l'on s'en tient à une interprétation stricte des clauses contractuelles. Mais, en pratique, l'opération de Freeport-McMoRan sera difficile à boucler sans l'assentiment de l'Etat et de la Gécamines. (Source : Jeune Afrique)

La centrale hydroélectrique de Busanga accélérera le secteur minier

En République démocratique du Congo (RDC), le gouvernement a octroyé, à un consortium chinois, la construction de la centrale hydroélectrique de Busanga, d'une capacité de 240 MW. Si le coût de la centrale n'a pas été révélé, il pourrait atteindre 660 millions \$, selon les chiffres évoqués, à la fin de l'année dernière, par la coopération sino-congolaise.

Sa mise en place est prévue pour durer 5 ans. L'électricité produite par cette centrale sera prioritairement affectée à la Société sino-congolaise des mines (Sicomines) qui utilise l'essentiel de l'énergie importée par la RDC. La mise en place de cette centrale entre dans le cadre d'un important contrat signé par les deux pays en 2007. Ce contrat avait, d'ailleurs, été dénoncé comme léonin par la Banque Mondiale et le FMI. (Source : Agence Ecofin)

Foire économique du Kivu: Les participants déplorent « la forte fiscalité »



Les participants à la foire économique du Kivu qui s'est clôturée à Bukavu ont fait savoir que l'économie du Sud-Kivu est asphyxiée par une forte fiscalité qui ne favorise pas le développement. Ils ont également déploré l'absence d'une politique de financement des Petites et moyennes entreprises et des Petites et moyennes industries. L'excès de taxes et d'impôts au Sud-Kivu favorise l'évasion et l'incivisme fiscaux, ont indiqué certains participants à la foire.

Les chercheurs ont démontré que plusieurs opérateurs économiques locaux préféreraient dédouaner leurs marchandises au Rwanda, où la fiscalité est plus « souple ». La Fédération des entreprises du Congo au Sud-Kivu suggère au gouvernement d'adapter sa politique fiscale aux réalités économiques de chaque province. (Source : Mediacongo.net. Photo : Mediacongo.net)

Plus que 50km de fibre optique à déployer pour lier Congo et Gabon



Débutés en juin 2015, avec un objectif de 504 km d'infrastructures à installer pour relier les deux pays, les travaux devraient prendre fin bientôt : il ne reste plus que 50 km à dérouler pour achever le tronçon haut débit. D'après les explications du coordonnateur du projet Central African Backbone (Cab), Yvon Jean Didier Miehakanda, la pose de la fibre optique, depuis la ville de Pointe-Noire au Congo jusqu'au Gabon, est réalisée à 90%.

Les ingénieurs de la société chinoise Huawei, responsable du chantier, ont déjà réussi à poser 454 km de fibre optique pendant 11 mois. M. Miehakanda explique que les équipements de télécom n'ont pas pu être posés en même temps à cause de quelques difficultés financières. Cependant, le problème a été résolu en mai dernier à travers un prêt de 52,4 millions d'euros accordé au Congo par la Banque Africaine de développement (BAD). (Source : Agence Ecofin. Photo : lenouveaugabon.com)

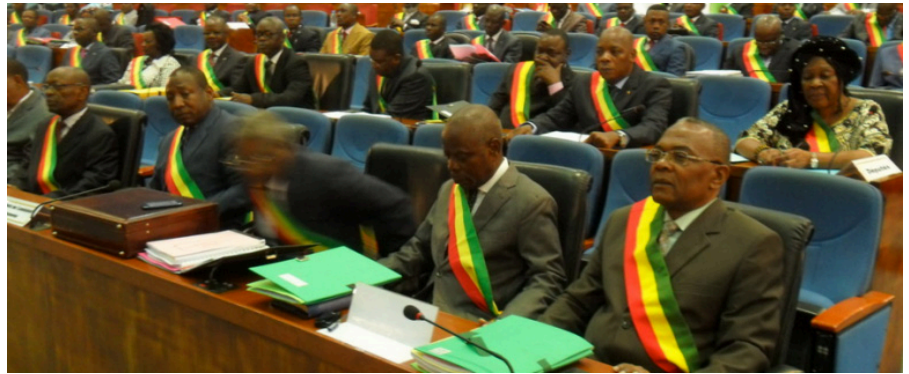
Une société suisse s'engage dans la production de biocarburants



Le gouvernement congolais a annoncé l'octroi d'une concession de 200.000 hectares de savane à la société ASJEBA DYB Congo, issue du groupe suisse ASJEBA Management SA qui s'est engagé à réaliser des plantations d'espèces oléagineuses. Un bail emphytéotique a été signé entre le Gouvernement congolais et le président directeur général de cette société de droit congolais, Hisko Baas.

Dans un communiqué, le gouvernement congolais a indiqué que la société ASJEBA DYB Congo entend "réaliser les plantations des espèces oléagineuses et produire, entre autres, du biocarburant à partir de leurs graines" sur les concessions qui se divisent en deux blocs, localisées dans les zones d'Odziba-Mpoumako à un peu plus de 100 kilomètres au nord de la capitale congolaise, Brazzaville, et de Ngo-Mpouya, à environ 200 kilomètres au nord de la capitale. (Source : Xinhua. Photo : euractiv.fr)

Chute du pétrole : Le Congo veut réduire ses dépenses budgétaires



Il faut rappeler qu'il y a un an, à la même période, Brazzaville avait réduit ses dépenses budgétaires de 12% pour la même raison. Initialement fixées à 2.333 milliards de francs CFA (soit 4 milliards de dollars), les dépenses au titre du budget révisé seront ramenées à 2.122 milliards de francs CFA. Dans le budget révisé, les revenus liés au pétrole sont passés de 754 milliards de francs CFA à 544 milliards de francs CFA. Le document sera bientôt introduit au parlement pour approbation. Paradoxalement, le pays a produit plus d'huile cette année (94 millions de barils) que l'année dernière à la même période (89 millions).

Selon les autorités, le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait connaître une croissance de 4,4% en 2016. Il y a quelques semaines, l'agence de notation Moody's a dégradé la note du Congo, la faisant passer de «B1» à «B2», en raison de sa forte dépendance au pétrole qui limite ses options de financement. (Source : Adiac-Congo.com. Photo : icibrazza.com)

OHADA: Des nouvelles matières innovantes adoptées à Brazzaville

La 41ème session du Conseil des ministres des États membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) s'est engagée à renouveler la commission du Plan comptable et à assainir le compte de gestion de l'Ohada. Outre ces innovations, les dix-sept États membres de l'organisation ont approuvé les projets de création dans chaque État d'une Commission nationale Ohada, d'un fichier du Registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM), ainsi qu'un organe chargé de la tenue du RCCM; de l'opérationnalisation d'un logiciel de l'organisation en ce qui concerne la réforme du droit et système comptables.

Selon le président de la commission nationale Ohada, Armand Claude Demba, ces nouvelles dispositions vont améliorer la gouvernance des affaires et contribuer à résorber l'insécurité juridique et judiciaire au Congo et dans les autres États membres. (Source : Les Dépêches de Brazzaville)

La BDEAC injecte 20 milliards de FCFA pour développer ECAir



Abbas Mahamat Tolli, président de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (Bdeac) et le gouvernement de la République du Congo ont signé une convention de prêt d'un montant de 20 milliards de FCFA, pour le financement partiel du plan de développement de la compagnie aérienne congolaise ECAir. Le prêt ainsi accordé permettra la modernisation de la flotte avec l'acquisition d'aéronefs de dernière génération, l'augmentation des dessertes grâce à l'ouverture de nouvelles lignes, la construction d'un hangar de maintenance à l'aéroport Maya-Maya de Brazzaville et la promotion des emplois nationaux à travers l'internalisation des compétences.

La connexion à grande vitesse des capitales et grandes villes est, non seulement un impératif commercial pour ECAir, mais contribuera à la réalisation des missions de la Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale (CEMAC) en facilitant la mobilité des personnes, des biens et des services dans l'espace communautaire. (Source : Agence Ecofin. Photo : ch-aviation.com)

AVIS DE MARCHÉ DE FOURNITURES

Concerne	Fourniture de machines, consommables et équipements pour les ateliers de la Régie des Voies Fluviales - RVF	Fourniture, installation et mise en service des machines, consommables et équipements pour le slipway du chantier naval de la Régie des Voies Fluviales - RVF
Lieu d'exécution	Kinshasa, RD Congo	Kinshasa, RD Congo
Référence de publication	EuropeAid/137783/IH/SUP/CD	EuropeAid/137784/IH/SUP/CD
Procédure	Ouverture internationale	Ouverture internationale
Intitulé du programme	Projet d'Appui à la Navigabilité des Voies Fluviales et Lacustres en RDC	Projet d'Appui à la Navigabilité des Voies Fluviales et Lacustres en RDC
Financement	10ème Fonds Européen de Développement	10ème Fonds Européen de Développement
Pouvoir adjudicateur	Ministre des Finances de la RDC	Ministre des Finances de la RDC
	L'objet du marché est la fourniture, la livraison, le déchargement, l'installation, la mise en service, l'entretien, la réparation, le service après-vente, par le contractant, des biens suivants : machines, consommables et équipements pour les ateliers de la Régie des Voies Fluviales - RVF - ainsi que des services accessoires portant sur quelques machines de la RVF à détruire et/ou à évacuer.	L'objet du marché est la fourniture, la livraison, le déchargement, l'installation, la mise en service, l'entretien, la réparation, le service après-vente par le contractant, d'un ensemble de machines et de systèmes nécessaires et suffisants dont dispose le slipway du chantier naval de la Régie des Voies Fluviales - RVF, pour la mise à sec de sa flotte de bateaux à des fins de réparation et entretiens.
Nombre et intitulé des lots	Un (1) lot unique	Un (1) lot unique
Date de clôture	03 aout 2016	03 aout 2016
Plus de renseignements	https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSS-Chck=1464940919863&do=publi.detPUB&searchtype=AS&zgeo=35577&debpub=01%2F01%2F2016&or-derby=upd&orderbyad=-Desc&nbPublilist=15&page=1&aoref=137783	https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSS-Chck=1466681980553&do=publi.detPUB&debpub=01/01/2016&or-derby=upd&search-type=AS&page=1&nbPublilist=15&orderbyad=-Desc&aoref=137784&z-geo=35577&userlanguage=fr

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600
Urgence : +243 99 818 62 24
Fax : +243 99 6050 629
E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi - Jeudi / 08:00 - 16:30
Vendredi / 08:00 - 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00
Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi - Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)
Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey
Tel : +242 06 924 14 07
E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr



Le prochain numéro de Masolo revient en septembre 2016. Dans l'entre-temps, la rédaction vous souhaite de passer de très bonnes vacances.

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com



M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

M. Christian Senga (Economic policy officer Est de la RDC)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

